

ILS MÈNENT CAMPAGNE AVANT L'HEURE

Ministres ou propagandistes ?

C'est devenu une tendance : les activités ministérielles se transforment en activités partisans. Les membres de l'exécutif ne laissent passer aucune occasion pour évoquer la présidentielle.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Rencontres avec les syndicats, caravanes et conférences nationales se transforment systématiquement en tribune politique.

Si Ould Abbès est connu pour être un maître en la matière, les ministres de la Culture, des Affaires religieuses, de l'Education et de la Formation professionnelle n'ont pas échappé à cette «mode».

Le spectre de l'abstention fait perdre aux ministres toute retenue. Non content d'avoir donné l'ordre aux écoles de faire un cours sur la participation aux élections, Benbouzid a carrément détourné de sa vocation la rencontre de jeudi avec les syndicats. La rencontre avec le partenaire social a été «mise à profit» une fois de plus pour évoquer l'échéance électorale.

Le ministre de l'Education a poursuivi son opération «de charme» à destination des enfants sur lesquels il compte pour sensibiliser les plus grands. Appelant en renfort les artistes, Khalida Toumi, la

ministre de la Culture, a lancé, à son tour, une caravane de sensibilisation en direction des électeurs encore trop hésitants, histoire de ne pas rester en marge de ce mouvement qui ne semble épargner aucun département minis-

tériel. Idem pour ses collègues de la formation professionnelle et des affaires religieuses. Le premier a profité de la tenue de la conférence nationale de son secteur tandis que le second a mis à profit une rencontre d'associations d'imams. Ould Abbès, qui a commencé à battre les tambours depuis de longs mois déjà, n'en fait pas moins. En plus des caravanes de sensibilisation, toutes les

rencontres sont aux couleurs de la présidentielle. Une cadence qui démontre que loin de faire dans la confusion des genres, les membres de l'exécutif ont fait le choix de se lancer dans la campagne avant même son lancement officiel. Face au manque de ferveur populaire, ce sont les ministres de la République qui animent la scène politique, donnant l'impression de l'existence

d'un semblant d'intérêt pour une échéance qui n'obsède pour le moment que le pouvoir. En s'investissant ainsi au mépris de toutes les règles de déontologie, les ministres ne font en réalité qu'emboîter le pas à beaucoup d'autres hauts responsables.

Beaucoup d'entre eux ne s'embarrassent plus des formalités d'usage. Ils ne se gênent même plus pour dire publiquement que les

jeux sont faits et que la seule inconnue reste le taux de participation.

Et c'est justement cette crainte qui justifie la débauche d'énergie des ministres qui en oublient presque leur propre mission pour se consacrer à une campagne qui ne mobilise personne pour le moment, hormis ceux qui sont censés s'occuper d'autre chose...

N. I.

MESSAHEL EXPOSE SON RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE

À L'UNIVERSITÉ DE CONSTANTINE :

«Tout va très très bien !»

«Démocratie et gouvernance politique, gouvernance et gestion économique, gouvernance des entreprises et développement socio-économique», tels sont les axes thématiques abordés par M. Abdelkader Messahel, ministre délégué, chargé des Affaires maghrébines et africaines, point focal pour le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), dans son intervention, hier, à l'université de Constantine.

Une communication intitulée : «Mise en œuvre du programme d'action national sur la gouvernance en Algérie 2007-2009», récapitulant les conclusions du rapport national d'auto-évaluation, élaboré dans le cadre du MAEP par une

commission ad hoc (Commission nationale sur la gouvernance-CNG), composée de 99 membres représentant les différentes catégories de la société (ONG, élus...) et le gouvernement à travers ses départements ministériels.

Tout d'abord, le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères a défini le MAEP, dont la création remonte à 2003 et qui compte actuellement 23 pays adhérents.

Selon M. Messahel, c'est un «instrument d'adhésion volontaire par lequel les chefs d'Etat africains acceptent une évaluation mutuelle des progrès et des insuffisances, en matière de gouvernance dans chacun de leurs pays respectifs.

Et, sur la base des recommandations que le forum des chefs d'Etat du MAEP établit sur les conditions de gouvernance, le pays évalué s'engage à renforcer les pratiques de bonne gouvernance et à remédier aux lacunes constatées».

Cet instrument est né, selon le conférencier, dans le cadre du programme Nepad, pour répondre aux besoins d'évaluation dans les pays africains, assurée jusque-là par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, entre autres institutions.

Des institutions qui se basent dans leur travail sur les rapports de «certaines presses» ou sur les rapports des ONG qui ne partagent pas toujours les mêmes intérêts que les pays évalués, selon le

conférencier. «Nous nous sommes dit pourquoi nous ne créons pas un instrument d'évaluation, par nos propres moyens et en mobilisant nos compétences.

C'est fait, et il fallait impliquer toutes les parties prenantes. Et, en plus de l'évaluation par nos pairs africains, dont le rapport a été présenté par le président de La République, au Forum du MAEP en juillet 2007, nous avons procédé à une auto-évaluation qui a été assurée par la CNG», expliquera-t-il.

Et d'enchaîner : «Le rapport de cette commission dont j'ai eu personnellement l'honneur de coordonner les activités, a été élaboré dans des normes universelles. C'est un rapport qui s'articule autour de 150 questions sur la bonne gouvernance et qui sera diffusé intégralement sur le site Internet de la présidence et celui du ministère des Affaires étrangères dans les tout prochains jours. De toute façon, je défie n'importe quelle ONG de pouvoir contester ses conclusions ou statistiques.»

En tout cas, M. Messahel n'a pas daigné évoquer les lacunes constatées par ladite commission lors de son intervention d'hier. Néanmoins, il a tenu à énumérer les avancées réalisées par l'Algérie, en matière de démocratie et de gouvernance politique, gouvernance et gestion économique, gouvernance des entreprises et développement socio-économique, et ce, conformément à l'architecture de ce rapport sur le programme national d'action.

Un tableau de performances dignes des pays les plus développés

Ainsi, il brossera un tableau d'indices qui décrivent la situation du pays, révélateurs, à ses yeux,

d'avancées considérables sur tous les plans. En ce qui concerne l'examen de l'état de gouvernance politique, baromètre de l'exercice démocratique, le ministre délégué, chargé des Affaires maghrébines et africaines, a mesuré les avancées en la matière à travers les efforts consentis par l'Etat algérien pour le rétablissement de la paix dans la cadre de la charte pour la paix et la réconciliation nationale, en précisant que pas moins de «2 260 milliards de centimes ont été déga-gés en guise de prise en charge des disparus, d'aide aux familles démunies, dont un proche est décédé dans les rangs des groupes terroristes, de réintégration ou d'indemnisation des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement, pour des faits liés à la tragédie nationale».

Il indiquera que les indemnités qui ont été versées pour ce dernier volet s'élèvent à près de 1 400 milliards de centimes, au 31 décembre 2008.

Dans le même sillage, M. Messahel a glorifié le modèle algérien en matière d'élections où il s'est permis de qualifier les joutes électorales de «sans contestation majeure». Une prouesse réussie grâce au «déroulement périodique des élections» pour lesquelles l'Algérie offre des garanties qu'on ne retrouve pas dans les autres pays africains.

S'agissant des efforts de consolidation de l'Etat de droit, il se contentera, par ailleurs, de mettre en relief l'amélioration des droits politiques de la femme, sous la lumière de deux mesures fondamentales, selon ses termes, à savoir la révision de la Constitution, qui renforce les droits politiques de celle-ci, en augmentant ses chances d'accès à la repré-

sentation dans les assemblées élues, et la levée des réserves de l'Algérie sur la convention des Nations unies contre les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Pour terminer avec l'examen de la gouvernance politique, M. Messahel a fourni des statistiques sur les affaires de corruption, traitées par l'institution judiciaire depuis février 2006, date d'adoption de la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, et jusqu'au premier semestre 2008.

Des chiffres qui font état de l'enrôlement de près de 2 400 affaires à travers les juridictions du pays, dont 1 845 ont été jugées. Ce faisant, près de 4 000 personnes ont été condamnées dans le cadre de ces affaires de corruption.

En matière de gouvernance économique et de gouvernance des entreprises, il rappellera que le montant des différents programmes, lancés par le pays depuis 2001, s'élève à 240 milliards USD.

Il passera en revue les avantages fiscaux et douaniers octroyés par l'Algérie, pour améliorer le climat des affaires, en adoptant de nouveaux types d'impôts qui répondent aux exigences économiques, tels que l'IRG, l'IBS et la TVA.

Enfin, il a conclu son intervention par des indicateurs sur les progrès socio-économiques, comme l'accroissement du SNMG de 6 000 à 12 000 DA, l'augmentation de l'espérance de vie de 72 à 75,7 ans, et dans le domaine de l'éducation.

A ce sujet, M. Messahel s'est félicité du fait que le système algérien d'éducation serait le plus performant d'Afrique, avec 1 151 500 étudiants universitaires, encadrés par 34 000 enseignants, dont 7 750 de rang magistral.

Lyas Hallas

HACHEMI DJIAR À BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ
Inspection de projets sportifs et tentative de réconciliation CABBA-ESS

Lors de sa visite d'inspection du grand chantier des infrastructures sportives de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, qui coïncide avec la Journée nationale des handicapés, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Hachemi Djiar, a profité d'une longue virée en compagnie des autorités locales pour marquer des pauses au niveau de neuf communes, dont le chef-lieu de wilaya où il avait jeté un coup d'œil sur les différentes installations du complexe sportif du 20-Août. On retiendra également que le ministre avait visité trois CSP en cours de réalisation, à Bellimour, Bir Kasd-Ali et Aïn-Taghrout, deux piscines et plusieurs maisons de jeunes.

En ce sens, il insistera sur le respect du délai de réception de tous les projets inspectés. Satisfait et de la qualité des travaux, et de leur cadence de réalisation, Djiar félicitera le premier responsable du secteur. Dans la foulée, il sera arrêté par une nuée de jeunes qui lui exposeront leurs soucis qu'il promettra de prendre en charge. Dans la salle de culture Mohamed-Boudiaf, il assistera à une petite fête, exclusivement réservée aux handicapés de la région, en compagnie de Lakhdar Belloumi, invité par le comité de supporters du club fétiche des Bibans, en l'occurrence le CABBA, à l'occasion du premier Forum national des comités de supporters baptisé forum du «fair-play».

On apprendra de source officielle, que le ministre interviendra, à titre personnel, pour inviter Serrar, le président du Wifak à Bordj-Bou-Arréridj, pour une réconciliation avec le comité directeur du Ahly. Affaire à suivre. Enfin, il donnera le coup d'envoi d'une rencontre amicale entre les vétérans de l'EN et leurs homologues du CABBA.

Saâdène Ammara